

sorte sans faire étudier auparavant les faits par un tribunal ecclésiastique. Pour arrêter ceux qui se livraient à la grève de la faim, la Police comptait sur leur approbation. 3

Mais le plus grave est leur attitude envers nous. Ils n'ont pas accompli un devoir de leur charge, au sujet duquel nous les avons prévenus et dont la conclusion était qu'ils devaient dénoncer les tortures et la répression dont était victime le peuple basque... Aussi nous avons adopté pour principe de ne pas les recevoir lorsqu'ils viennent nous visiter, comme cela est arrivé plusieurs fois. Cette attitude négative, ainsi que les faits et gestes de Derio n'avaient pour but que la dénonciation de la gravité de la situation et l'urgence de se prononcer en faveur des Droits du Peuple Basque.

Vous connaissez le résultat. Les documents pastoraux qui furent publiés sont un bon exemple de ce style ecclésiastique d'évasion et d'ambiguïté d'une église qui ne veut pas compromettre ses relations avec l'Etat et se réfugie dans un neutralisme aux théories abstraites. Le plus connu des documents, rédigé en collaboration entre les deux diocèses, non seulement ne dénonce pas la torture mais la met en doute, alors que c'est un fait quotidien et que des centaines de nos jeunes l'ont subie, ainsi que sept prêtres qui l'ont dénoncée en leur temps. Dans ce document, on veut nous convaincre que le problème de notre peuple se résume en celui du pluralisme culturel, linguistique et social.

A nos propositions concrètes sur le transfert dans d'autres prisons et le jugement à portes ouvertes, ils s'en remettent au Vatican, arguant qu'il s'agit là d'une affaire concordataire qui n'est donc pas de leur ressort. Depuis février dernier jusqu'à présent, nous avons, à plusieurs reprises, eu recours au nonce de sa sainteté, Mgr DADAGLIO, lui demandant de régler ces questions et de venir nous voir.

Nous nous sommes adressés également au Vatican et même directement au Pape. Après bien des délais nous avons reçu uniquement une lettre du Nonce, accompagnée de la Bénédiction habituelle du Saint-Père. Cette lettre disait que nos exigences ne pourraient être satisfaites que par la révision annoncée du Concordat. De nous rendre visite, il n'en est pas question. Une demande d'entrevue avec nos avocats a été également déclinée.

Tout ceci prouve l'inhibition de la hiérarchie du Saint Siège par rapport à ces problèmes qui sont d'intérêt public certain. A notre avis, il suffirait que le Saint Siège fasse une demande ferme au Gouvernement ou qu'il rende public ce document signé du Pape et paru voici à peu près un an, dans lequel il est demandé que les Jugements soient rendus à portes ouvertes. Mais l'église fait courbette et assiste passivement au maniement abusif et injuste du Concordat de la part de l'Etat, devenant ainsi complice de la répression de notre peuple et de ses propres prêtres.

Notre position par rapport à l'Eglise officielle

Comme le démontre notre attitude envers eux, nous ne reconnaissons pas ces évêques comme pasteurs de l'Eglise du Christ. Le fait

de ne pas les recevoir n'est pas une simple action contestataire. C'est que nous ne les reconnaissons pas comme nos Pasteurs ni comme ceux de notre peuple. Nous les considérons complices du Régime politique qui brime notre peuple travailleur basque ; complices de par leur silence et par l'engagement public qui à travers le Concordat les relie à l'Etat Espagnol.

Il ne s'agit pas simplement d'un refus de personnes bien déterminées qui occupent les deux sièges épiscopaux, pour des raisons d'agissements personnels. En vérité, nous renions le système ecclésiastique qu'ils représentent. Ce système ecclésiastique presque d'Etat, s'allie avec le meilleur postulant parmi les pouvoirs politiques, et prend une structure, non pas suivant les communautés humaines, mais bien plus sous la dictée de l'ordre politique en place ; d'ailleurs il s'organise hiérarchiquement avec des Autorités choisies à l'insu du peuple. C'est le système ecclésiastique tout entier que nous condamnons. Nous n'acceptons pas des Evêques choisis par l'Etat, et quelle différence si c'est Rome qui les choisit, mais d'accord avec l'Etat ?

Nous nous refusons à collaborer avec un tel système qui se dit Eglise et qui n'est qu'une pantomime de l'Etat. Nous avons même décidé de la combattre pendant qu'elle témoigne de la plus petite alliance avec le Gouvernement oppresseur. Nous ne pouvons pas permettre plus longtemps qu'au lieu d'animer un espoir authentique et une volonté d'engagement chrétien chez les hommes et les femmes de notre peuple, elle les trompe et freine leur enthousiasme révolutionnaire.

Nous voulons une Eglise qui soit peuple et non une Eglise de fonctionnaires diplomatiques et opportunistes. Nous voulons une Eglise qui soit populaire et qui lutte pour sa libération ; et non une Eglise qui cherche à se placer dans le vent du Pouvoir et qui vend sa liberté prophétique pour des intérêts qui ne sont pas précisément du Règne de Dieu ; intérêt économique et maintien du statut social privilégié. Nous voulons une Eglise qui n'ait pas à défendre des intérêts à elle mais qui soit prête à tout donner pour la libération et la promotion de communautés humaines plus petites et des classes sociales plus humbles. Nous voulons une Eglise avec moins de vérités mais pleine, oui, d'engagement et de pratique en faveur des opprimés, des minorités menacées et de la classe ouvrière exploitée. Nous voulons une Eglise disposée non seulement à prêcher la paix, mais prête à établir la justice et à combattre la violence des grands.

Nous comprenons qu'une Eglise semblable ne puisse pas résulter de quelques simples réformes dans l'actuelle structure ecclésiastique. C'est de la base du peuple chrétien qu'on peut uniquement attendre le renouveau de la vie chrétienne, le renouveau d'authentiques communautés chrétiennes, inspirées dans la force de l'Evangile et ardentes combattantes contre les injustices du monde moderne. Nous y voyons le signe de la véritable Eglise, entre autres choses, parce qu'en elles s'accomplit la prophétie du Christ ; que ses apôtres seraient poursuivis par la Sinagogue et par le pouvoir politique. Nous saluons avec espoir les communautés telles que Moratalaz, Isoloto, pour n'en citer que quelques unes. Nous sommes pleins de joie de voir que dans notre peuple les chrétiens ont commencé à réagir et à se grouper dans des communautés

4

au véritable engagement chrétien. Comme il fallait s'y attendre, elles naissent en proie à la menace et à la persécution des deux Pouvoirs, civil et d'église, donc obligées à la clandestinité. Rappelons-nous de l'exemple de la Communauté d'Ondarroa, que nous rejoignons tout à fait. La persécution est apanage des élus. Quoi d'autre peut attendre un chrétien qui prend au sérieux son engagement avec un peuple opprimé et des classes exploitées et privées de moyens de défense légaux ? Nous ne comprenons pas un autre enseignement, un autre ministère, un autre sacerdoce que ceux qui se mettent au service de la lutte du peuple. Nous félicitons d'ici nos amis prêtres qui dans un document récent, ont témoigné de leur volonté de servir ces intérêts des classes populaires, de travailler dans l'animation de ces communautés, après avoir dénoncé la supercherie des plans diocésains de la Pastorale. Nous promettons de suivre cette ligne de conduite, lorsqu'il nous sera possible de revenir parmi notre peuple.

Dans ces lignes, nous voulons crier que nous sommes avec le peuple travailleur basque, dans sa lutte de libération. Son esprit de lutte et de combativité stimule la nôtre. Nous sommes, en général, avec tous les peuples et minorités brimés, avec toutes les classes prolétaires, avec le Tiers Monde, avec tous ceux qui souffrent de la prison, de l'exil, de la persécution, de la clandestinité, pour défendre leur liberté.

Vous, amis prêtres, réunis à Amsterdam, qui disposez de moyens qui nous seront refusés, nous vous encourageons à poursuivre votre effort pour dépouiller le sacerdoce et la vie chrétienne de toutes ces tares qui les empêchent de lutter efficacement pour la libération des peuples et de l'homme. En avant !

Enfin, nous vous prions surtout de prendre acte de la lutte et de l'oppression dont est victime notre peuple. Avec votre compréhension, comprenez cette oppression et accordez lui une importante propagande dans vos peuples respectifs par tous les moyens dont vous disposez. D'une manière concrète, nous attendons sous peu le jugement extraordinaire dont nous vous avons entretenu. Une quinzaine de jeunes y seront jugés, parmi eux deux d'entre nous. Les condamnations seront de l'ordre de plusieurs douzaines d'années pour chacun, même peut-être de peines de mort. (L'avocat général militaire de Burgos a demandé 6 peines de mort et 700 années de prison). Le jugement sera à huis clos, sans public, sans journaliste, pour nous empêcher de leur prouver la sauvagerie de ces tribunaux et de leur témoigner nos positions idéologiques et politiques. Nous aimerions avoir votre aide pour surmonter, cette fois et toutes les autres à venir, ces difficultés pour la propagande de la Cause de notre peuple.

Très chers amis, en vous remerciant de votre attention, nous vous saluons de cette prison, en souhaitant le plus grand succès à votre Assemblée.

Agur !

SEPTEMBRE 1970.

Javier AMURIZA — Luis Maria BERECIARTUA — Patxi BILBAO
Julen KALZADA — Felipe EIZAGUIRRE — Jon ETXABE
Alberto GABICAGOGEASCOA — Pascual INCHAUSTI — José
Maria MADARIAGA — Jesus NAVERAN — Martin ORBE —
Nikola TELLERIA — X. X.

(Traduit du basque).


ARCHIVO